



Universités & Territoires

n°158

19/09/2022

Sommaire

■ Pages 3 : Une convention et un Observatoire ■ Pages 4/5 : Le boom des étudiants internationaux ■ Pages 6/7 : ESN France : passage de relais ■ Pages 8/9 : CNOUS/EnsAD : une recherche-action en design ■ Pages 10/12 : Numérique, environnement : une enquête Wifirst sur les jeunes ■ Pages 13/14 : The Shift Project : former les acteurs de l'économie de demain ■ Pages 15/18 : Université d'été de l'Afev ■ Pages 19/21 : A Stockholm un campus à la pointe de la durabilité



Crédit photo : BSK Arkitekter

éditorial

Réagir face aux crises



Par Nicolas Delesque
Directeur de la rédaction

Pour une bonne part de nos concitoyens, la rentrée s'annonce difficile, notamment du fait de la hausse du prix des énergies et de sa répercussion sur le prix de bon nombre de produits du quotidien - en attendant de découvrir nos factures de chauffage... Cette hausse concerne aussi les déplacements : via les produits pétroliers bien sûr, pour ceux qui se déplacent en voiture, moto ou scooter, mais même bientôt au niveau des transports en commun, avec des annonces de répercussion de la hausse du coût de l'électricité sur les titres de

transport (métros, tramways, trains) et de l'essence pour les bus et cars... Qu'on ne s'y trompe pas : les étudiants seront touchés en première ligne par la crise énergétique, et en subiront brutalement l'impact. D'une part parce que, pour eux, la mobilité et les déplacements sont une nécessité s'ils veulent poursuivre leur parcours d'études ; d'autre part parce qu'ils sont nombreux à loger dans des logements de piètre qualité, mal isolés et parfois chauffés grâce aux fameux « grille-pains » des années 80, sinon au moyen de chauffages d'appoint très gourmands en électricité...

Le gouvernement, via la Ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche Sylvie Retailleau, de premières mesures d'urgence pour cette rentrée - principalement à destination des étudiants boursiers -, avec en outre la volonté affirmée, que nous ne pouvons que féliciter, de faire un effort



Rendez-vous **2022** du
Logement étudiant
30 novembre 2022



de pédagogie afin de lutter contre le non-recours aux droits, particulièrement répandu au sein de cette population.

Tout en convenant que cela ne sera pas suffisant, la Ministre a également annoncé une large concertation à venir, aussi bien sur le système des bourses (trop faibles et trop dépendantes de la situation familiale) qu'au niveau des recteurs, afin de poursuivre les «dialogue sociaux» initiés pendant la crise sanitaire. Ceci en vue d'élaborer des schémas directeurs de la vie étudiante susceptibles de contribuer à déterminer au mieux les efforts à porter, sur les différents thèmes (logement, restauration, santé...) et sur chaque territoire.

Cette approche, qui conjugue réforme (en vue d'améliorer les aides directes aux étudiants) et développement d'offres pour répondre aux besoins d'une population toujours plus importante, nous paraît la plus appropriée. Pour mémoire, la barre des 3 millions d'étudiants, envisagée à l'horizon 2030, a été passée cette année, en même temps que celle des 400 000 étudiants internationaux accueillis en France sur une année universitaire...

Mais encore faut-il que tous les aspects soient traités de façon approfondie. Et en premier lieu la question du logement qui, au regard du besoin, ne peut être supportée par le seul Ministère de l'enseignement supérieur. Aujourd'hui, 60% des étudiants se logent de façon autonome, et y ont consacré

ces dernières années près de 50% de leur budget. Ainsi, une bonne partie du combat pour le maintien du pouvoir d'achat étudiant se concentre sur ce seul poste de dépense et, comme le Ministère du logement Olivier Klein l'a rappelé, « *la réponse, ce n'est pas plus d'aides, mais plus de logements créés.* »

Ce qui est vrai pour le logement en général, au regard de la pénurie constatée dans ce segment de marché, l'est encore plus en ce qui concerne le logement étudiant. Et pour régler ce problème, nous devons compter sur la mobilisation de tous les acteurs, du territoire comme du gouvernement. ■



Rendez-vous 2022 du Logement étudiant

7^{ÈME} ÉDITION DES RDVLE - 30 NOVEMBRE 2022
UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

Une convention et un Observatoire

Le 26 août dernier, France Universités signait une convention avec l'Université Gustave Eiffel, actant de la création d'un Observatoire national des discriminations et de l'égalité dans le supérieur (ONDES). Retour sur un acte fort pour l'Université française.

« Dans le domaine de l'enseignement supérieur et de la recherche, la discrimination prend à rebours les valeurs d'égalité et d'universalité, qui sont au fondement du projet universitaire », annonce le préambule de cette nouvelle convention, qui officialise la création de l'Observatoire ONDES. « La lutte contre les discriminations, poursuit-il, n'est pas seulement fondée sur le plan des principes, elle se justifie aussi parce que c'est un moyen efficace de réduire les inégalités »... et même de combattre, de manière très concrète, le phénomène d'auto-sélection des candidats.

Un double, voire triple objectif

Cet Observatoire avait rendu public, le 15 février dernier, sa première étude, qui portait sur les discriminations dans l'accès aux formations de niveau master. Il poursuit désormais un double objectif. En premier lieu, il s'agit de promouvoir la réalisation de recherches

- tant quantitatives que qualitatives - sur les thématiques de l'égalité et des discriminations dans, et en lien avec l'enseignement supérieur.

En outre, il s'agira de valoriser ces travaux de recherche, en les diffusant dans la société et le débat public, et en organisant des opérations de communication et des actions de sensibilisations. Mais les signataires, à cette occasion, ont également rappelé qu'un tel Observatoire aura aussi pour objet la co-construction d'une politique efficace de lutte contre les discriminations, adossée aux résultats scientifiques des recherches qu'il aura conduites ou accompagnées.

Des actions concrètes

De manière opérationnelle, l'Observatoire poursuivra deux axes prioritaires, à destination de tous les établissements d'enseignement supérieur : d'abord, en agissant à des fins de pilotage de cette politique de lutte contre les discriminations au sein des universités et des établissements de l'ESR ; ensuite, en élaborant des préconisations concrètes d'actions, susceptibles de rendre effective cette politique.

Abrité dans les locaux de l'Université Gustave Eiffel et dirigé par le Professeur Yannick L'Horty, l'Observatoire travaillera en étroite collaboration avec le Défenseur des droits. Il sera animé par un comité de pilotage, qui aura notamment pour mission de définir et de suivre le programme de travail, et de valoriser ses activités.

 France Universités Université Gustave Eiffel

Un groupe de travail

Par ailleurs, un groupe de travail « Discriminations » sera constitué à l'échelle de France Universités, en lien privilégié avec les parties prenantes de l'Observatoire. En se réunissant au moins deux fois par an, il permettra aux établissements volontaires d'offrir le cadre de la co-construction d'une politique partagée de lutte contre les discriminations. Il produira enfin des recommandations, bénéficiant à l'ensemble des membres de France Universités.

La convention, signée pour cinq ans, est reconductible, et dotée pour sa mise en œuvre d'une subvention du Ministère de l'Enseignement supérieur, ainsi que des moyens mis à disposition par les signataires. ■



Contact :

Thomas Ducados,

Chargé de mission Commission

Vie Etudiante et

Vie de Campus et Commission

Université et Territoires :

Thomas.DUCADOS@franceuniversites.fr

Le boom des étudiants internationaux

Le nombre d'étudiants étrangers inscrits en France a augmenté de 8% en 2021/2022, et dépasse désormais la barre des 400 000. Il s'agit de la croissance la plus forte enregistrée depuis plus de 15 ans, portée notamment par celle du nombre d'étudiants européens. Un net rebond, confirmé par les perspectives de recrutement 2022/2023, avec des candidatures en hausse de 18% par rapport à l'avant-pandémie.



Après une année de stagnation en 2020/2021 (-1%) du fait de la pandémie, les données MESR/SIES confirment pour 2021/2022 une croissance interannuelle la plus forte depuis 2005 : +8%, et le chiffre de 400 026 en incluant celui des apprentis du supérieur. Soit, un franchissement du seuil de 400 000.

D'où viennent-ils ?

Parmi le top 10 des pays d'origine des étudiants internationaux en France, les progressions les plus fortes concernant les étudiants italiens (les 4^{èmes}, +16%), espagnols (7^{èmes}, +25%) et libanais (9^{èmes}, +30%). Certaines origines, précédemment en reflux, repartent à la hausse sur la dernière année, comme l'Allemagne (+17%) et les Etats-Unis (+50%). A vrai dire, seules les mobilités depuis la Chine et le Vietnam demeurent en baisse, avec respectivement -2 et -4M par an.

A l'échelle des zones géographiques, les chiffres indiquent une reprise particulièrement marquée, en 2021/2022, pour les Amériques, l'Europe et la zone Afrique du Nord/Moyen-Orient. C'est particulièrement net dans le premier cas, avec 15% d'étudiants supplémentaires (et même +43% pour l'Amérique du Nord). L'Europe, quant à elle, progresse de 13%, et retrouve donc un niveau supérieur à +10%, comme avant la pandémie.

Rang	Pays	Effectifs 2021-2022	Évol. 2016-2021	Évol. 2020-2021
1	Maroc	46 371	+22%	+3%
2	Algérie	31 032	+19%	+6%
3	Chine	27 479	-4%	-2%
4	Italie	19 185	+57%	+16%
5	Sénégal	15 264	+62%	+5%
6	Tunisie	13 661	+10%	+4%
7	Espagne	11 256	+51%	+25%
8	Côte d'Ivoire	10 725	+50%	+4%
9	Liban	10 469	+94%	+30%
10	Cameroun	9 037	+30%	+9%
11	Allemagne	8 186	-3%	+17%
12	Portugal	7 835	+48%	+6%
13	Congo	6 864	+56%	+7%
14	Inde	6 321	+92%	+9%
15	États-Unis	6 179	+5%	+50%
16	Gabon	5 687	+35%	-0,2%
17	Russie	5 442	+4%	+6%
18	Brésil	5 434	+4%	+7%
19	Vietnam	5 259	-7%	-4%
20	Bénin	5 072	+73%	+19%
21	Belgique	5 054	+10%	+8%
22	Turquie	4 734	+27%	+6%
23	Madagascar	4 667	+13%	+1%
24	Haïti	4 440	+111%	+14%
25	Roumanie	4 279	+6%	+12%
	Autres pays	112 698	-	-
	Total	392 630	+21%	+8%



C'est aussi le cas de la zone AdN/MO, première zone par le nombre d'étudiants accueillis, qui progresse de 10% sur un an (et de 32% sur cinq ans, avant une augmentation particulièrement importante depuis le Moyen-Orient : +17%). Enfin, l'Afrique subsaharienne affiche +5% (en-dessous de la moyenne de 8% du fait de la poursuite de l'arrivée d'étudiants africains même en 2020/2021), et l'Asie-Océanie reste la zone la plus touchée par les restrictions, avec une hausse de 1% sur un an, et après une baisse de 9% en 2020/2021. Dans ce dernier groupe, il est tout de même à noter que les étudiants indiens (+9,5%) et japonais (+12%) ont massivement repris le chemin de l'Hexagone...

Où vont-ils ?

Si les chiffres progressent dans tous les types d'établissements, ils bondissent dans les écoles de commerce, qui affichent une hausse de 18%. Pour les reste, on relève +7% pour les formations délivrées en lycée, +6% pour les universités, +5% pour les écoles d'art et d'architecture, et +3% pour les écoles d'ingénieurs.

Par ailleurs, cette tendance générale risque de se poursuivre, puisque fin août 2022, plus de 140 000 étudiants, issus de 70 pays du monde entier, avaient déposé un dossier de candidature via *Etudes en France*. Un

nombre record, en hausse de 18% par rapport à la situation pré-Covid... ■



Contact presse Judith Azema
Directrice de la communication
Tél : 06 50 48 94 03
judith.azema@campusfrance.or



Rendez-vous 2022 du Logement étudiant

7ÈME ÉDITION DES RDVLE - 30 NOVEMBRE 2022
UNIVERSITÉ PARIS-DAUPHINE

ESN France : **passage de relais**

En ce début d'année universitaire, Universités & Territoires a profité du changement à la tête de l'équipe salariée d'ESN France (Erasmus Student network), réseau international dédié aux mobilités internationales, pour interroger à la fois l'ancienne Déléguée générale, Louise Chancelier, et son successeur Léonard Ly Tri, sur le bilan et les enjeux d'avenir de cette institution.

Quel panorama de la mobilité êtes-vous en mesure de dessiner, après ces deux années de crise sanitaire ?

Louise Chancelier : Il n'y a pas que le Covid qui est venu bouleverser le paysage de la mobilité en Europe et en France : Brexit, guerre en Ukraine... Avec aujourd'hui une pandémie qui, mine de rien, peut ressurgir à n'importe quel moment, on reste malgré tout sur des chiffres assez stables par rapport à ce qu'ils étaient en 2019 : environ 343 000 étudiants internationaux en France à l'époque, autour de 365 000 aujourd'hui. Soit une légère augmentation, après la relative stagnation constatée au plus fort de la crise sanitaire. Mais c'est surtout au niveau de la qualité de ces mobilités que les choses ont évolué : le format «en ligne» s'est créé, ainsi que l'hybridation... Tout vient se mélanger un peu à ce niveau-là, ce qui ne rend les choses faciles ni pour les étudiants, ni pour les établissements. C'est d'ailleurs pourquoi la dimension numérique constitue l'un des enjeux-phares du nouveau programme *Erasmus+*.

Progressivement, l'expérience de mobilité en elle-même change de visage : des étudiants ont eu du mal à garder du lien social pendant la pandémie, des associations étudiantes d'accueil ont dû s'adapter au jour le jour pour organiser des événements, temps de rencontres, espaces de troc... Pour répondre à ces transformations, beaucoup de nouveautés apparaissent, et rendent ce paysage plus foisonnant, riche de nouveaux enjeux.



Louise Chancelier, ancienne Déléguée générale de l'ESN



Léonard Ly Tri, Délégué général de l'ESN

Comment vous êtes-vous emparé de cet enjeu numérique ?

LC : Même avant la crise, nous prenions bien cet enjeu en compte, ne serait-ce que dans la mesure où ces questions existaient déjà côté *Commission européenne*, avec *Erasmus without papers*, la *Carte européenne étudiante*, tout le processus long de digitalisation du programme... Nous avons ainsi développé, par exemple, le *Buddy System*, qui permet un matching entre étudiants locaux et internationaux, via une plateforme pour ensuite, idéalement, amener à des rencontres en présentiel. Pour autant, nous sommes aujourd'hui sensibles aux questions autour de la fracture numérique : tous les étudiants, tous les établissements ne sont pas égaux dans leur accès au numérique. C'est pourquoi le numérique constitue l'un des quatre piliers principaux du nouveau programme *Erasmus+ 2021-2027*, et pourquoi nous avons mis en place le guide *Intercultural meeting online*, pour maintenir un lien entre les étudiants malgré les confinements : ce projet permet aux associations étudiantes d'organiser des rencontres en ligne, en utilisant les outils les plus adaptés. Ce travail vient en complément de tout ce qui s'organise en présentiel, et alimente la réflexion sur l'hybridation.

Comment, Léonard, envisagez-vous l'avenir, au moment de prendre votre poste ?

Léonard Ly Tri : Comme le disait Louise, sur la période 2019-2022, si la volumétrie des échanges a peu varié, ce qui a vraiment changé en termes de qualité des mobilités, c'est la prise de conscience du nombre d'acteurs nécessaires pour garantir un éventail riche de mobilités internationales : universités, associations, *chantiers de jeunes*, *Volontariat à l'étranger*, *Corps européen de solidarité*, *ESN*... Ce qui frappait, pendant la crise sanitaire, c'est que si les étudiants internationaux sont bien parvenus à arriver chez nous, nous avons eu beaucoup de mal à les y accueillir. Or chez *ESN France*, nous avons à cœur de travailler sur ce que nous appelons le parcours de la mobilité, autour de cinq étapes : s'infor-

mer, se préparer (titre de séjour, mais aussi logement, santé, etc.), s'intégrer (dans son pays d'accueil, en évitant le mal du pays, l'isolement), s'engager (en reproduisant par exemple les engagements que l'on mène chez soi), mais aussi parvenir à valoriser son expérience de mobilité. C'est un point qui nous apparaît crucial : valorisation sur le CV, mais aussi travail sur les *soft skills*, possibilité de devenir ambassadeur de son pays à l'étranger...

Et comment définissez-vous votre champ d'action ?

LLT : A *ESN France*, on ne s'intéresse pas qu'au programme *Erasmus*, ni seulement aux étudiants. Si nous œuvrons effectivement à l'accueil des étudiants internationaux, la sensibilisation à la mobilité internationale est, elle, adressée à un public que nous souhaitons élargir : universitaires et élèves de grandes écoles, bien sûr, mais aussi apprentis, lycéens, jeunes au chômage...

Sur cette base, notre tête de réseau poursuit trois missions : développer des projets en commun (à l'instar du *Buddy System*, né à *ESN Lille*), en contribuant à la montée en échelle, à la diffusion, à la dissémination des bonnes pratiques ; animer le réseau, autour de l'accompagnement de proximité, du développement des temps de formation ; enfin, porter une voix collective, à travers des actions de plaidoyer orientées aussi bien dans la défense des jeunes Français partant à l'étranger que des étudiants internationaux accueillis en France – et, notamment, sur les questions du logement, des aides diverses, de l'interculturel/inter-religieux, de la santé ou des process administratifs...

Enfin, tandis que certaines associations quittent le réseau, que d'autres l'intègrent, nous faisons face à des enjeux importants sur les deux volets : sur l'accueil, nous devons remobiliser la communauté de nos associations, sur tout le territoire ; et concernant la sensibilisation, il nous faut continuer à promouvoir la diversité des opportunités de mobilité (y compris par exemple

pour les apprentis, les collégiens et les lycéens...), sous toutes leurs formes.

En somme, il s'agit d'assumer le plus possible le fait que nous sommes à la fois une association étudiante, de jeunesse, de mobilité internationale et tournée vers l'Europe. Quatre piliers qui nous structurent, et qu'il s'agit sans cesse de consolider, en veillant à nous rapprocher sans cesse des différents acteurs de ces quatre secteurs. ■



Contact Léonard LY TRI
Délégué Général - Executive Director
direction@ixesn.fr
<https://esnfrance.org>

CNOUS/EnsAD : une recherche-action **en design**

Le 5 juillet dernier, une journée d'étude et d'expérimentation était organisée au CNAM par la chaire «Mutation des vies étudiantes», portée par l'Ecole des arts décoratifs et le CNOUS. Initialement prévu le lendemain, le 6 juillet, et finalement reporté à l'automne (au 8 et 9 novembre) du fait de la grève SNCF, un temps complémentaire permettra de visiter le bâtiment M du campus de Cachan, où ont été conduites trois expérimentations originales.

Comment placer l'utilisateur au centre du processus de conception d'un projet ? Comment promouvoir le droit à l'expérimentation ? Quelles difficultés contourner, quelles méthodes, quels outils mobiliser pour y parvenir ?

Cas pratiques **et réflexions**

C'est à ce bouquet étoffé de questions qu'a tenté de répondre cette journée d'étude, avec l'objectif de « *mettre en lumière des manières de faire et des outils opérationnels pour agir sur la commande et les établissements publics.* »

Le tout, porté par la chaire de recherche et de formation «Mutation des vies étudiantes», créée en 2019 à l'initiative du Cnous et de l'Ecole des arts décoratifs (EnsAD), et hébergée par l'EnsadLab, le laboratoire de recherche de cette dernière – premier laboratoire français en art et en design.

Ainsi, le 5 juillet dernier, les participants ont pu bénéficier d'une série de temps de réflexion collective. Introduite par Alexandre Aumis, conseiller de la Présidente du Cnous pour le logement et Emmanuel Mahé, Directeur de la recherche de l'EnsAD, cette journée a d'abord tenté de répondre à la question « *Comment améliorer l'habitabilité des chambres de petites surfaces ?* » puis à celle de la continuité entre les actes de conception et de fabrication (avec la participation de Ludique architecture objet (LAO SCOP) et de la



Direction du patrimoine de l'Université Paris-8 Pauline Vilain-Carlotti).

Elle a également braqué les projecteurs sur des cas concrets, comme ceux de PAQUITA (collectif Etc), d'un « *laboratoire pédagogique dans l'ancien collège de Billom* » (association Rural Combo), d'une « *permanence de design pour la conception d'un collège* » ou de la démarche expérimentale *La preuve par 7*.

Site de Cachan : **réinventer les espaces communs**

En complément de cette journée du 5 juillet, la visite du bâtiment M (le plus ancien) du site de Cachan (Crous de Créteil), reportée à l'automne, vise à illustrer de la manière la plus concrète possible la nécessité de travailler sur

l'habitabilité des chambres de petite surface - de se demander « *où poser les curseurs entre intime et commun* », selon l'expression de Jean-Sébastien Lagrange, co-responsable de la Chaire «Mutation des vies étudiantes». En effet, trois expérimentations ont été conduites sur place, qui permettent d'apporter de l'eau à ce moulin : création de petits espaces communs dans les chambres de 9m², réhabilitation des cuisines collectives et mise en place d'un designer régisseur.

Sur le premier point, intitulé « [Neuf mètres carrés en plus](#) », il s'agit de dépasser le débat de la superficie des chambres (9m² ou 14m² ?) en en transformant une sur 5 en un espace partagé, dédié aux quatre autres. Soit, ici, profiter des 30% de chambres insalubres et non louables de la résidence pour libérer de la surface privée, en

créant des zones de travail, détente ou remise en forme. Soit : « Réévaluer notre vision du confort en s'affranchissant du modèle tout-en-un (...) et redonner à la chambre sa fonction première. » Le tout, avec l'aide d'étudiants volontaires, accompagnés par un designer-régisseur - chargé de « mettre en espace les besoins et les envies de ces étudiants. »

Le résultat ? Pour Loïc Kamguia Kouam, l'un de ces jeunes, ceci a permis, « face à des étudiants qui se sentaient isolés, de les rassembler autour d'activités comme regarder un match de foot, réviser ou partager un repas ensemble. » Ainsi, Nils Pépin et Arnaud Delaroché révisent côte-à-côte, dans une salle « bien agencée, et qui a vraiment une tête de salle de travail », ce qui permet au premier, « quand il rentre dans [sa] chambre, d'être vraiment dans la détente », et au second « d'éviter le décrochage scolaire. » Blandine Lkamabongoli, de son côté, en profite tard le soir, entre 22 heures et 1 heure parfois, ce qui lui permet de se concentrer, dans une atmosphère adaptée à cette « migraineuse » (lumières, coloration).

Site de Cachan : des cuisines collectives et un nouveau métier

Concernant les [cuisines collectives](#), présentées par Agathe Chiron, designer et co-responsable de la chaire, on est ainsi passé de cuisines en L, exigües (11m2), équipées « sous un prisme uniquement fonctionnel, et de manière difficile à entretenir » à des espaces à la surface doublée (grâce à l'abattement d'une cloison et la reconversion de placards ou pièces non ou mal utilisés) ou exploitant au mieux les paliers ou les chambres attenantes pour y créer des salles à manger.

Deux propositions différentes, mises en place chacune sur deux des quatre niveaux de la résidence. Avec, en outre, le déploiement d'ambiances variées selon les étages (ambiances « diner », « campagne », etc.) et d'équipements modernisés, dont des éviers intégrant des broyeurs.



Concernant le métier de « designer-régisseur », c'est le cas de Théophile Aureau que l'on découvre à travers la présentation de Marion Serre (diplômée et docteure en architecture, chercheuse pour la chaire), dans une [troisième vidéo](#). En complément des agents d'accueil et techniques, et en plus d'avoir co-conçu, avec les étudiants, les espaces partagés présentés plus haut, ce jeune étudiant en architecture assure une présence de trois jours par semaine sur site.

Ceci, afin d'« accompagner à habiter » les résidents, de leur apprendre à s'appropriier l'espace - qu'ils décohabitent pour la première fois ou viennent d'un autre pays. Il dispose sur place d'une sorte de ressourcerie (« où les agents

et étudiants peuvent venir discuter, chercher du matériel, des outils et effectuer des petits travaux de conception»), organise des chantiers participatifs et peut observer les usages (et leur éventuelle évolution) au jour le jour, tout en échangeant avec les jeunes résidents. ■



Contact :

Jean-Sébastien Lagrange
Co-responsable de la Chaire
« Mutation des Vies Étudiantes »
js.lagrange@ensad.fr
+33(0)6.10.18.11.70
École nationale supérieure
des Arts Décoratifs
31 rue d'Ulm, 75005 Paris

Numérique, environnement : une enquête sur les jeunes

Équipement, réseaux sociaux, visio-conférences, streaming... tandis que des arbitrages éthiques de plus en plus complexes se font jour, tandis que les réflexions s'intensifient sur l'impact environnemental et sociétal du numérique, difficile de nier la prépondérance que ce dernier a désormais pris sur nos usages quotidiens – et tout particulièrement sur ceux des jeunes de 18 à 25 ans. Pour mieux saisir les mutations en cours, le leader européen du Wifi professionnel, Wifirst, a interrogé dans une vaste enquête la notion de « numérique responsable », à travers les connaissances et pratiques d'un échantillon de 4 450 jeunes.



Dès l'introduction du document livrant les résultats de cette enquête, le ton est donné : « Il s'agit [à travers le principe de « numérique responsable »] de mettre en pratique le numérique de façon plus raisonnée, pour en réduire les impacts négatifs sur l'environnement et la société. » Or, « équipés à 99% de smartphones, les jeunes sont les consommateurs et acteurs d'aujourd'hui. Mais sont-ils informés sur les enjeux sociaux, environnementaux ou même éthiques du numérique ? » C'est à cette question que ce sondage de grande ampleur cherche à répondre.

Comment s'équipent-ils ?

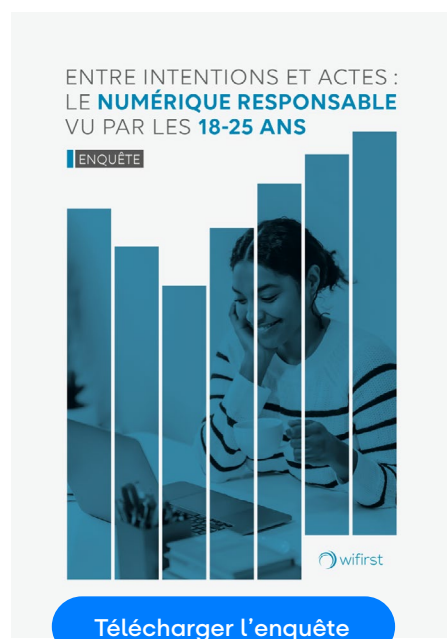
Âgés de 18 à 25 ans, les jeunes interrogés sont à 97% des étudiants, équipés pour 99% d'un smartphone, pour 95% d'un ordinateur portable, et/ou, plus à la marge, d'une console de jeu (31%), d'une enceinte connectée ou d'une tablette (21%), d'un ordinateur fixe (15%), d'une montre connectée (11%). Comment choisissent-ils ces équipements ? En premier lieu en fonction de leur prix (87%) ou de leur qualité/performance technique (82%)... la durabilité de ces objets ne préoccupant qu'une grosse moitié d'entre eux (58%).

Cependant, ils sont nombreux à connaître les gestes utiles pour éviter d'avoir à changer de smartphone tous les trimestres : réduire la luminosité (75%), désactiver le Bluetooth (69%), activer le mode « économie d'énergie » (65%), voire désactiver les données cellulaires (51%), par exemple. Ils ne sont, en réalité, que 7% à déclarer ne réaliser aucune action particulière pour en garantir la longévité.

Mieux : en cas de défaillance de l'appareil, ils sont 3 sur 5 à préférer le faire réparer plutôt que d'en racheter un nouveau (qu'il soit de génération précédente (15%), reconditionné (14%) ou « dernier cri » (12%)). A ce titre, le bilan reste donc mitigé, puisqu'ils sont presque autant à opter pour le reconditionné... que pour un appareil neuf, tout juste sorti d'usine (et donc très « coûteux » en matière d'impact environnemental).

Quels sont leurs usages ?

Par ailleurs, « le contexte [de crise sanitaire] a décuplé le phénomène d'hyper connexion », insiste l'étude. Et effectivement, plus de la moitié des répondants déclarent passer plus de six heures par jour sur Internet (et même 9% plus de 12 heures, contre 8% seulement indiquant y passer moins de



3 heures, et 41% entre 3 et 6 heures). Quand ils souhaitent regarder un film, ils sont 82% à opter pour le streaming, 7% pour le téléchargement, contre seulement 8% pour la télévision... et 3% pour le cinéma !

Pour toutes ces raisons, de manière logique, ils privilégient très massivement (84%) le Wifi plutôt que le réseau 4G ou 5G de leur smartphone. Ceci s'explique aussi bien par le souci de ne pas « exploser » leur forfait téléphonique (69%) que par simple habitude (53%) ou par le souhait de bénéficier

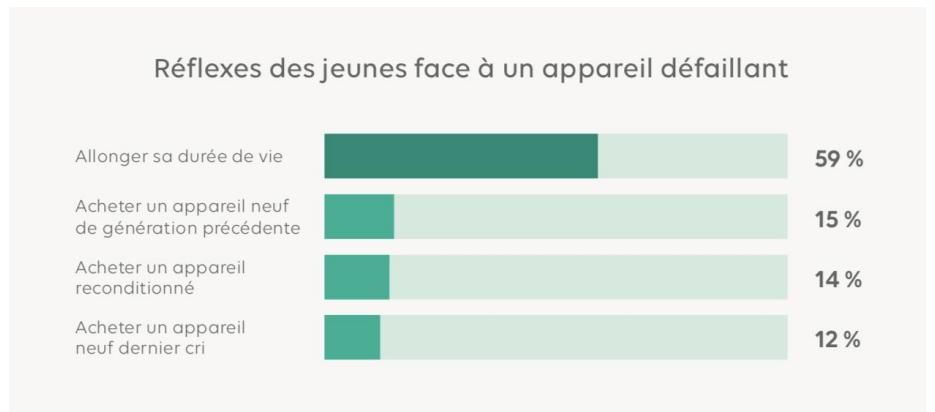
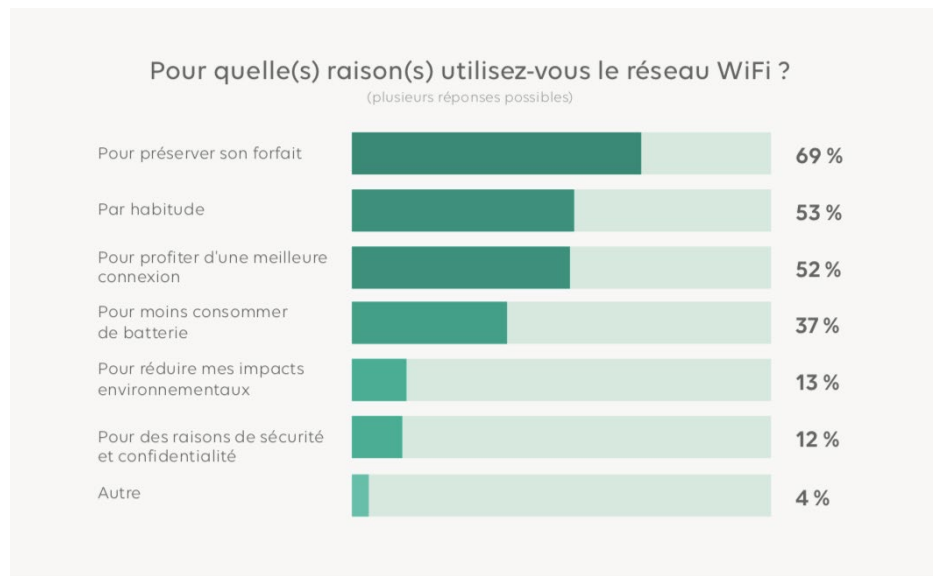
d'une meilleure connexion (52%). Les autres justifications proposées, comme une moindre consommation de batterie (37%), et surtout le désir de réduire leurs impacts environnementaux (13%) ou de mieux protéger la confidentialité (12%), sont clairement à la traîne.

Ecologie : par-delà leurs pratiques, quelle sensibilisation ?

Concernant l'enjeu écologique, ils sont pourtant 55% à en souligner l'urgence (contre 40% qui se déclarent un peu perplexes à cet égard, et 5% peu concernés), et la liste est longue de leurs gestes quotidiens que l'on peut qualifier de « responsables » à cet égard : éteindre les lumières (86%), privilégier les douches aux bains (76%), trier ses déchets (76%) ou les limiter (68%), débrancher les appareils quand on ne les utilise pas (61%)...

Pour autant, le constat s'avère moins positif quand on aborde d'autres pratiques, comme une moindre utilisation de la voiture (42%), les achats en « seconde main » (37%), une consommation locale (31%), le recours à l'emprunt ou à la location plutôt qu'à l'achat (25%)... Et s'ils sont plus de 80% à se déplacer de préférence à pied ou en transports en commun (plutôt qu'en voiture ou même à vélo), ils invoquent des motivations liées au temps de trajet (82%), au coût financier (59%) ou à la météo (44%). A ce titre, la fibre écologique ne semble donc pas constituer le moteur principal de la prise de décision.

En termes de consommation, ils sont tout de même 84% à tenter de réduire la production de déchets à la source, en optant pour des achats responsables ; 76% à informer et former leur entourage au tri des déchets, et encore deux tiers à mettre en place des conditions matérielles de tri. Mais concernant leur matériel informatique usagé, nombre d'entre eux (72%) reconnaissent le garder au fond d'un



tirer plutôt que de le donner (47%), le revendre sur une plateforme de seconde main (27%) ou le recycler (25%).

RSE, numérique responsable : késako ?

Interrogés sur leur sentiment à l'égard de la RSE, ces jeunes sont un peu plus de la moitié (53%) à ne pas savoir de quoi il est question. Les autres se partagent entre ceux qui constatent (à raison, donc) que le sujet est mal connu (31%), ceux qui estiment que les entreprises font peu d'efforts (26%), voire pratiquent abondamment le « green-washing » (14%)... Le solde considère tout de même la RSE comme « un grand pas pour l'avenir. »

Et pour le numérique responsable ? Là encore, si 14% des interrogés le qualifient de « *défi de la transition énergétique de notre société* », s'ils sont encore 24% à estimer que « *c'est l'affaire de tous* », 57% ne maîtrisent pas le sujet (dont 34% qui expriment cependant le souhait d'en savoir plus). En outre, on en trouve encore 5% pour estimer que le numérique responsable « *est uniquement applicable aux fournisseurs de contenu et autres entreprises du numérique* » - ce ne serait donc aucunement l'affaire des particuliers...

Ces jeunes sont 62% à le confesser : s'ils peinent (encore) à adhérer au numérique responsable, c'est principalement par manque d'information à ce sujet. Et seul un petit quart d'entre eux (23%) reconnaît ne pas avoir vraiment envie de s'intéresser à la question.

Des signes encourageants

Malgré tout, l'étude estime que « *le numérique responsable est à notre portée !* » En effet, si la généralisation des « bonnes pratiques » semble encore peu assurée sur ce terrain, on relève quelques évolutions positives. Seuls 39% des jeunes interrogés reconnaissent par exemple n'utiliser aucune application dite « responsable », tandis qu'ils sont 52% à se déclarer « adeptes des achats en seconde main », 32%

à y recourir « pour l'alimentation », et encore 6% « pour les dons. »

De la même façon, si un quart d'entre eux ne font jamais le tri dans leurs espaces de stockage en ligne (pourtant énergivores), ils sont près de la moitié à le faire occasionnellement, 23% régulièrement et même 6%... au quotidien ! Quant aux moteurs de recherche utilisés, si Google reste largement leader du marché (76%), c'est le moteur éthique Ecosia qui arrive en deuxième position (avec 15%), distançant large-

ment tous les autres.

Mieux encore : ils sont 63% à se déclarer prêts à réduire leur consommation d'Internet pour réduire leur impact environnemental. C'est d'ailleurs ce dernier qu'ils placent en tête des « plus gros points noirs du numérique », à 72%, devant « les conditions de fabrication des appareils » (67%) et, dans un autre registre, « l'isolement » (60%)... Autant de signes qui permettent d'espérer, bientôt, une conscientisation encore plus aboutie.

3 questions à Sarah Battoue



Sarah Battoue, responsable communication de Wifirst

Comment évolue l'utilisation d'internet après les périodes COVID ?

L'explosion des usages internet par les étudiants n'est pas nouvelle. On le constate et on l'accompagne depuis de nombreuses années déjà. Mais ce qu'on a vu pendant les 2 confinements a été assez spectaculaire. Alors que les résidences s'étaient vidées en partie, le trafic internet était extrêmement important (au printemps / taux d'occupation autour de 30% / trafic était à 50% par rapport à une situation normale) Cette tendance ne fait qu'augmenter : 200 Go par mois par étudiant. C'est la

nouvelle moyenne de consommation data sur notre parc, et c'est 2 fois plus qu'en 2020 ! L'omniprésence des formats vidéo dans toutes les applications du quotidien explique en grande partie cette progression spectaculaire (20 minutes de Netflix en HD = 1 Go ; une minute d'utilisation de TikTok / Instagram / Facebook c'est jusqu'à 3 Mo)

Cela vient confirmer l'aspect essentiel voire vital d'un accès WiFi non seulement pour travailler mais aussi se divertir, s'échapper, communiquer...

Pourquoi Wifirst lance une enquête sur le sujet du DD ?

Wifirst est un opérateur engagé dans le numérique responsable. Au-delà de nos propres actions pour réduire notre impact (l'intensité carbone de Wifirst est 4x plus faible que la moyenne chiffrée par l'ADEME dans le secteur des télécommunications) et avoir une consommation raisonnée du numérique nous avons souhaité nous interroger sur les attentes de nos utilisateurs, comprendre la place du numérique responsable dans leur consommation d'internet pour adapter nos solutions et mieux répondre à leurs attentes.

Et la suite de cette enquête pour Wifirst ?

Nous sommes convaincus que la connectivité est une ressource à mutualiser et à partager. La conception des réseaux se fonde sur la sobriété et est basée sur l'usage. En allongeant la durée de vie de nos équipements et en embarquant plusieurs usages sur une seule infrastructure, nous déployons un réseau peu énergivore à la pointe des besoins de nos clients. En effet, nous sommes aussi convaincus que l'intérêt du WiFi va bien au-delà de son usage primaire (l'accès internet des résidents).

Notre réponse est de construire une infrastructure robuste durable et sécurisée permettant d'alimenter tous les services digitaux des résidences universitaires pour en faire de véritables bâtiments connectés, au service des résidents ET des gestionnaires. ■



Contact : Sarah Battoue, responsable communication
sarah.battoue@wifirst.fr
L'enquête en ligne

Retrouvez toutes les archives
www.universites-territoires.fr

The Shift Project : former les **acteurs de l'économie de demain**

A la suite de l'appel lancé à la rentrée 2019 pour « former tous les étudiants aux enjeux climatiques et écologiques », le Shift Project a initié des travaux thématiques avec des acteurs de l'enseignement supérieur, pour mettre en œuvre des actions et programmes afin d'avancer concrètement sur ces sujets. Après un travail sur les études d'ingénierie lancé en collaboration avec l'Insa (voir U&T 155), un autre chantier a été lancé, en direction des écoles de commerce, en collaboration avec Audencia. En mai dernier était dévoilé à ce sujet un [premier rapport intermédiaire](#), avant le rapport final annoncé pour le mois de novembre.

Dans le cadre du projet *Climat-Sup Business*, former les acteurs de l'économie de demain, The Shift project et l'école de commerce nantaise Audencia se sont associés, montrant ainsi comment intégrer les enjeux écologiques dans tous les enseignements. Pour les écoles de commerce en effet, la proportion d'enseignements abordant les enjeux socio-écologiques est encore plus faible que pour les autres filières (11%). Ils devraient pourtant concerner les étudiants des secteurs du commerce et de la finance, qui définissent les modes de production et de consommation et seront en mesure d'assurer le financement de la transition écologique.

La transition écologique au cœur de toutes les formations

Précurseur en matière de RSE depuis près de 20 ans, Audencia est aujourd'hui reconnue parmi les trois meilleures françaises, et dans le top 30 mondial (classement *Positive impact rating 2021*). Elle a contacté le Shift Project pour se faire le cas d'étude d'une expérience visant à transformer l'ensemble de ses formations, en même temps que son campus et ses pratiques. Au travers de rencontres, webinaires, enquêtes, contributions, d'autres écoles, des entreprises et experts lui ont ensuite emboîté le pas : Montpellier Business School, EM Normandie, TBS Education,



ESCP Business School, Campus de la transition...

Pendant les 13 mois qu'a duré le projet, le think tank The Shift Project a

donc orchestré cette réflexion collective, en cohérence avec les autres initiatives et acteurs positionnés sur ces sujets, pour aboutir à des propositions concrètes et pertinentes

– dont *Audencia* se fera le démonstrateur.

L'ambition : intégrer ces enjeux dans l'ensemble des formations, initiales ou continues, mais aussi transformer le tronc commun et décliner les connaissances et compétences requises par filière métier, afin de répondre et d'anticiper la demande du marché du travail.

Rapport intermédiaire...

Après 7 mois de travail, le *Shift* a organisé le jeudi 5 mai dernier un événement de présentation du rapport souhaité par l'équipe du projet [LIEN : <https://theshiftproject.org/article/climat-sup-business-rapport-intermediaire-mai-2022/>], suivi d'ateliers collaboratifs qui ont permis à toutes les parties prenantes d'en discuter. Ce rapport s'adresse à l'écosystème français de l'enseignement supérieur en gestion, et plus particulièrement aux directions d'établissement. Il constitue une première ébauche de réponse aux ques-

tions, essentielles, que se posent tous les établissements souhaitant intégrer ce processus.

Ainsi, la première partie, intitulée « *L'enseignement supérieur en gestion est essentiel pour la transition écologique* », tente de dresser un constat des crises écologiques en cours, de leur lien avec notre organisation économique et sociale, et des implications pour les formations dédiées. La deuxième partie, « *ClimatSup Business : un projet pour faire bouger les lignes de l'enseignement supérieur en gestion* », présente la démarche et les objectifs du projet, ses livrables et dimensions-clés, dans le contexte de l'écosystème visé.

De son côté, la troisième partie présente une version encore en construction du socle de connaissances et de compétences, et aborde les questions soulevées par son enseignement. Enfin, dans la quatrième partie, sous le titre « *Point d'étape : premiers retours d'expérience sur la transformation des enseignements* », les partenaires

du projet tentent de tirer quelques enseignements préliminaires du projet conduit avec *Audencia*, et plus généralement d'identifier les défis auxquels sont confrontés les établissements d'enseignement supérieur en gestion, dans le travail de renouvellement de leurs contenus.

... et appel à contribution(s)

Ce rapport intermédiaire, par définition incomplet et ayant vocation à évoluer d'ici la publication du rapport final (prévue le 8 novembre), propose également un appel à contribution, à destination de l'ensemble des parties prenantes de l'écosystème en question. De même, afin de mettre en valeur les dynamiques pouvant déjà exister, le *Shift Project* souhaite diffuser les bonnes pratiques concernant la transformation des formations en gestion, et a lancé avant l'été un appel aux responsables de ces démarches, afin de recueillir des fiches d'établissement permettant de faire en sorte que leur expérience puisse être utile à d'autres. Enfin, le rapport s'appuie également sur un questionnaire, à destination des enseignants en gestion d'*Audencia*, et vise à leur donner la parole sur le sujet de l'intégration des enjeux écologiques : dans quelle mesure font-ils le lien entre leur discipline et ces enjeux ? Dans quelle mesure les intègrent-ils dans leur discipline ? De quels moyens auraient-ils besoin pour le faire ? Ceci leur offre également, par ailleurs, l'occasion d'auto-évaluer leur connaissance des différents enjeux écologiques... Enfin, par la communication qui l'accompagne, le sondage contribue à la mobilisation de la faculté autour du projet.

Alors, rendez-vous le 8 novembre pour le rapport final *ClimatSup Business* ! ■



Contact : Clémence Vorreux,
Référénte enseignement supérieur :
clemence.vorreux@theshiftproject.org





Université d'été de l'Afev

Du 28 au 30 juin dernier se tenait à Amiens l'Université d'été de l'Afev, notamment marquée par la passation de pouvoir entre l'ancienne (Nathalie Ménard) et la nouvelle Présidente (Clotilde Giner). Retour sur quelques temps-forts de cette séquence ayant mêlé célébrations et réflexions, festivités et projections vers l'avenir.



Séance d'ouverture : une multitude d'acteurs, partenaires

Dès la séance d'ouverture, le ton était donné : pour cet événement d'importance pour l'association, tous les représentants du territoire étaient représentés, dans le grand amphithéâtre Simone-Veil du splendide site universitaire de la Citadelle. Au premier rang desquels, pour le Président de l'Université de Picardie-Jules Verne (UPJV) Mohammed Benlahsen, la vice-Présidente (en charge de la vie étudiante et de la vie de campus) Virginie Le Men.

Université... **et territoire**
Rapport **intermédiaire...**

Cette dernière a rappelé en quoi son institution « *devait constamment, et fermement défendre l'existence des valeurs de rassemblement, de par-*



tage, de mixité, de cohésion, de foisonnement de questions sur les objets les plus divers, de liberté de penser, de liberté d'expression », mais aussi faciliter l'expérience d'engagement des étudiants, « notamment à travers le mentorat proposé par l'Afev, qui offre un levier puissant de réduction des inégalités, tisse du lien entre les jeunes, entre les cultures, entre l'école et les familles », et permet aux mentors, à vrai dire, d'en retirer autant que les mentorés eux-mêmes.

Au point d'ailleurs « qu'un chantier important s'ouvre [à l'UPJV], en matière de reconnaissance de l'engagement étudiant. » Par ailleurs, soutenu par la Fondation UPJV, le programme Kaps s'est implanté à Amiens, lors de la rentrée 2020, « à la jonction des quartiers Saint-Maurice et Amiens-Nord », et la vice-Présidente a appelé de ses vœux son développement « sur les autres sites de l'Université : Creil, Beauvais, Soissons, Saint-Quentin et Laon. »

Représentant cette fois Brigitte Fouré, Maire de la Ville d'Amiens, son adjoint délégué au secteur Nord Jean-Christophe Loric a parlé de son territoire, constitué selon lui « des plus beaux quartiers, puisque ce sont ceux qui bougent le plus, ceux au sein desquels on trouve le plus de solidarité. » A l'entendre, « l'action de l'Afev a toute sa place à Amiens, et on a l'habitude de travailler ensemble : kapseurs, mentors, bénévoles, services civiques... » Ainsi, « sous toutes ces différentes formes d'engagement, ce que vous contribuez à faire, localement, c'est de recréer du lien, une capacité à communiquer, à se transporter d'un endroit à l'autre, et surtout à retrouver de l'estime de soi, de la confiance en soi. »

Un regard belge

Pour ouvrir cette première plénière, les organisateurs avaient par ailleurs proposé une carte blanche à Martin Casier, Député au Parlement bruxellois et au Parlement de la Communauté française de Belgique. Ce dernier a considéré le travail de l'Afev comme



« extraordinaire, parce que les questions du lien, de la compréhension, du partage sont les éléments constitutifs de la vie en société, de la démocratie », surtout après deux ans de Covid et au moment où cette dernière semble attaquée de toutes parts.

Il a ensuite braqué les projecteurs sur la situation des inégalités à Bruxelles (« 162 km² pour 184 nationalités »), une « ville-monde qui est aussi la capitale de l'Europe, de la Belgique, de la Flandre qui ne supporte plus la Belgique, des Wallons qui ne supportent plus les Flamands... » Au moyen de cartes et de graphiques, il a démontré en quoi cette ville « parfaitement duale » se découpait entre « une partie Nord-Ouest qui subit une précarité

absolument forte » et une partie Sud nettement plus privilégiée – avec un canal qui sillonne la ville en séparant « deux Bruxelles ».

Ainsi, pour lui, « il y a une prédominance du socio-éco dans toutes les inégalités, et ce sont elles qui sont la source des autres inégalités. Et pas l'inverse. C'est sans doute le sens de toutes vos actions », comme de celles mises en œuvre par l'Université libre de Bruxelles : facilitation de l'accès à l'Université, accueil des migrants, mais aussi valorisation de l'engagement étudiant, « pour ne pas se dire que c'est l'institution qui doit être vecteur de l'engagement, mais que sont les étudiants eux-mêmes qui doivent trouver une manière de s'engager. »



Quelles jeunesse(s) ? quels engagements ?

Après cette séance d'ouverture, c'est avec le sociologue Williams Nuytens, directeur du laboratoire SHERPA à l'Université d'Artois, qu'ont échangé les salariés et intervenants présents, autour de la thématique : *Quelle(s) jeunesse(s), quel(s) engagement(s) ?* Pour lui, « sociologiquement, l'engagement ne se définit pas », tandis qu'en ce qui concerne la jeunesse, « plus l'on élargit le spectre de l'âge des jeunes, moins le concept est aisé à définir. ».

Représentant « 18% environ de la population française », la jeunesse se caractérise en premier lieu par l'importance de sa frange la moins favorisée, mais dans les faits, « la jeunesse renvoie à des réalités sociologiques qui sont extrêmement différentes, et à des conditions sociales extrêmement variables. » Par conséquent, « discuter de l'engagement de la jeunesse » nécessite « de qualifier et caractériser la jeunesse dont on parle quand on parle d'engagement. »

Il estime que « l'engagement est une pratique sociale qui repose sur des valeurs », mais ces valeurs « sont intimement liées aux conditions sociales d'existence » : plus ces dernières sont précaires, plus le système de valeur est entamé, « plus les engagements sont dysfonctionnels, inexistants, voire instables. »

Par ailleurs, « les valeurs sont le résultat des socialisations » (par la famille, l'école, etc.), tandis que l'engagement s'appréhende dans notre société sous l'angle d'une action « durable, cohérente », avec une notion de « fidélité » inscrite dans le temps long. Ce qui pose problème dans la mesure où, « depuis une trentaine d'années, on constate que les régimes d'engagement des jeunesse(s) sont changeants, beaucoup plus instables qu'auparavant. »

Engagement et perception sociale

Pour qu'il soit durable, un engagement doit en effet « venir, le plus possible, de l'individu lui-même. » Or, dans la société actuelle, « l'engagement de la jeunesse est parfois non-intentionnel », provoqué par une forme d'injonction sociale ... ce qui le rend friable, même quand il paraît – pour un temps – profondément enraciné. Ce qui explique aussi que, « parfois, des jeunes s'engagent dans quelque chose, et abandonnent aussi vite. »

Ainsi, ce qui est perçu aujourd'hui comme indépassable dans « le changement de paradigme chez les jeunes, du point de vue de l'engagement » - le passage d'un engagement « long, sacrificiel, sur le mode du don de soi, d'une adhésion définitive et totale » à des engagements « de moins

longue durée, plus diversifiés, et surtout réversibles » - est lié à une vision de la société désormais basée « sur le risque, la perte, l'incertitude, sur quelque chose de plus sablonneux, mouvant, liquide qu'auparavant. »

Nouvelles formes d'inégalités : les invisibles

La plénière de la deuxième matinée portait sur les nouvelles formes d'inégalités. Pendant cette séquence, l'essayiste Denis Maillard, co-fondateur de *Temps Commun* et de *Social Demain*, et notamment auteur de *Indispensables mais invisibles* (L'Aube, 2021), a pu détailler son sentiment à ce sujet – tout particulièrement autour de la notion d'invisibilité de certains acteurs économiques.

Le back office de la société de services

« Il existe des inégalités, en plus des inégalités scolaires, qui apparaissent quand il s'agit d'aborder les transitions existentielles », a-t-il indiqué en début d'intervention, précisant ensuite que « nous ne sommes pas tous armés de la même façon pour le faire. » C'est donc « la question de l'autonomie qui est essentielle. » Parti d'une réflexion autour des corps intermédiaires et du

syndicalisme au regard du mouvement des Gilets Jaunes, il s'est rapidement intéressé au fait que les rassemblements de ces derniers se déroulaient principalement le samedi – ce qui laissait entendre que les participants à ce mouvement étaient salariés.

Par ailleurs, au cours des confinements successifs, il a pu constater que « les personnes qui continuaient à aller travailler constituaient le «back office» de notre société de services » : du secteur de la logistique à celui du transport, de celui du commerce à celui du soin... Soit « tous ceux dont les activités professionnelles avaient une caractéristique commune : on ne pouvait pas les effectuer en télétravail. »

Une étude sur 15 000 personnes

D'où le souhait de mettre sur pied une étude sur ces travailleurs invisibles, pour la fondation Travailler autrement et par le cabinet Occurrence, portant sur un échantillon représentatif de 15 000 personnes, regroupées en 10 segments et 3 groupes (les « invisibles », les « préservés » et les « combattants »). Pour beaucoup d'entre eux, leur travail se caractérise par « le fait d'être debout et de porter un uniforme. »

Ces travailleurs représentent 44% des actifs, ce qui implique symboliquement que « *derrière chaque personne – comme moi – qui peut choisir sa manière de travailler et de vivre se tient une personne socialement invisible, qui vient servir la première...* » Et sur ces personnes pèse « *une somme de contraintes, du moment où elles se lèvent à l'heure où elles se couchent – soit une charge mentale permanente.* » De fait, « 54% des invisibles sont des femmes, 60% des femmes seules avec enfant(s). »

Présent perpétuel vs bifurcations

En outre, un autre élément est ressorti de cette enquête : « *Toutes ces personnes, quand on les interroge, apparaissent comme des points, quand les autres suivent une trajectoire – elles vivent dans un présent perpétuel, contraintes de courir sans cesse, un jour après l'autre, avec le sentiment de ne pas avoir de prise sur leur vie.* » Face à elles, d'autres éprouvent très sereinement le sentiment de « *pouvoir bifurquer, changer de trajectoire* » quand elles le souhaitent, de « *pouvoir faire autrement que ce qui a été décidé pour eux.* »

Tout ceci a permis à Denis Maillard de souligner que ce qui pêche réellement, c'est « *le sentiment de ne pas avoir la main sur le cours des choses, de ne pas pouvoir faire autrement que ce qu'on fait en permanence* » – et ce, alors même qu'une existence satisfaisante passe bien souvent par des bifurcations choisies, intervenant à l'occasion de transitions existentielles. Dans le cas contraire, tandis que le sentiment de défiance à l'égard des institutions augmente, on est plus susceptible de se tourner, politiquement, vers l'abstention ou « *vers un vote pour les extrêmes, en particulier le Rassemblement national.* » C'est ce qui est clairement apparu lors du premier tour de la dernière élection présidentielle, où les cartes de l'abstention et du vote pour Marine Le Pen... « *se superposaient parfaitement* » avec celles des lieux de résidence (« *souvent loin des centres-villes* ») des personnes interrogées lors de l'enquête. ■


www.afev.org


A Stockholm un **campus à la pointe de la durabilité**

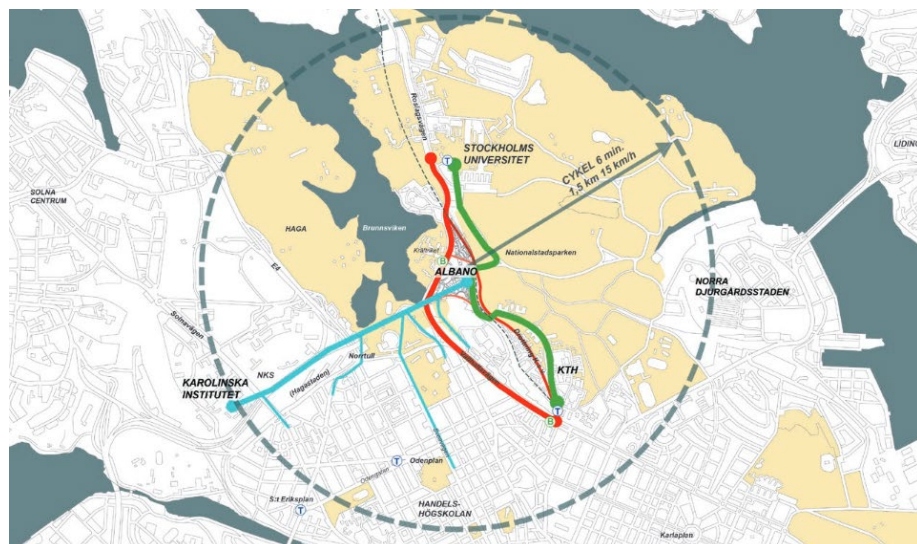
par Christine VERSTRAETEN, Urbaniste

Le nouveau campus de l'Université de Stockholm et de l'école d'ingénieurs KTH est le premier campus citadin de Suède à être certifié comme projet à la pointe de la durabilité. Christine Verstraete, urbaniste et Chargée de mission, revient ici sur sa visite de ce « lieu vivant, d'apprentissage et récréatif », réalisée avec Akademiska Hus (maître d'ouvrage) le 28 avril dernier dans la capitale suédoise.

Le numérique, on l'a vu d'autant plus durant la crise sanitaire, a révolutionné l'accès au savoir. A ce titre, les campus auraient pu paraître vieillissants. Néanmoins, ces lieux d'excellence se redéfinissent. Pour attirer et retenir les talents, des villes et universités les réinventent en proposant, par exemple un *Learning centre* à l'Université Aalto d'Helsinki en Finlande, ou encore un *Green village* à l'Université de Delft aux Pays-Bas. En Suède, on compte depuis longtemps des exemples de cet ordre. Désormais, avec le nouveau campus scientifique de Stockholm ouvert en 2021, c'est l'aménagement d'un campus complet, multidisciplinaire et durable qui a été inventé.

Une certification **méritée**

Comme la plupart des campus de Suède, celui-ci, situé au bord d'un lac, a été développé en y installant à la fois la vie académique et la vie étudiante, mais aussi un environnement offrant toute sa place à la nature et à la biodiversité. A 15 000 étudiants et chercheurs, il offre environ 70 000 m² neufs - dont 50 000 m² pour l'Université de Stockholm et 20 000 m² de locaux pour l'Ecole royale d'ingénieurs (KTH). Au total, il abrite, depuis la rentrée 2021, 1 000 nouvelles places d'études (et 4 000 en 2023), et 1 000



logements académiques neufs pour étudiants et chercheurs.

Le foncier à disposition pour la création de ce campus scientifique, dénommé *Albano*, a constitué une véritable opportunité. Ainsi, il s'inscrit dans un espace géographique cohérent à Stockholm, dans la partie nord du Parc national urbain, de l'Université de Stockholm au Nord jusqu'à Hagastaden (quartier en développement), et avec le prestigieux Institut universitaire hospitalier Karolinska à l'Ouest. L'IHU Karolinska, l'Université de Stockholm et l'école d'ingénieur KTH constituent une alliance à visibilité mondiale : *University Alliance Stockholm Trio*.

Le campus constitue un environnement universitaire, citadin, moderne et attractif, en harmonie avec la nature, et avec l'objectif de devenir un modèle de développement urbain durable. Preuve que le projet a atteint l'objectif de durabilité : il a été certifié, en septembre 2019, selon les normes *Citylab* qui, contrairement à d'autres initiatives de certifications environnementales, ne s'appliquent pas seulement aux bâtiments individuels, mais couvrent également l'ensemble d'un projet de développement urbain. La certification couvre les phases initiales et globales de planification et de programme. Pour être admissible, le projet doit satisfaire aux critères de 20 indicateurs.

L'accent a été mis sur la gestion des processus, l'organisation, le dialogue et la collaboration. De plus, le projet crée des constructions à usage mixte, des modes de déplacement durables, des lieux de rencontres, des espaces verts, des services et des systèmes énergétiques à faible impact climatique. Enfin, toute l'eau pluviale arrive dans un bassin propre. Ce dernier point constitue un challenge en termes d'aménagement et de création d'un espace vert au microclimat amélioré. Il sera orné d'une œuvre d'art qui devra susciter la réflexion sur l'impact du changement climatique sur la végétation.

Projet d'aménagement collaboratif, recherche sur la ville durable

Ce campus démontre répond aux défis de la ville durable. La recherche

sur le développement urbain durable a en effet été intégrée dans le travail de planification, par un groupe de recherche du *Stockholm Resilience Centre* de l'*Université de Stockholm* et de l'école *KTH*, au nom d'*Akademiska Hus* (société publique immobilière), qui a soumis des propositions basées sur la conception urbaine écologique et sociale. Le fait que les chercheurs participent activement au processus de planification fait de ce campus d'*Albano* un projet unique. Selon la coopérative de logements *Svenska Bostäder*, *Albano* est une bonne plate-forme pour une approche structurée des questions de durabilité sur la question du logement.

Toutes les parties prenantes partagent et promeuvent la vision d'un campus contribuant à une stratégie zéro carbone. Plusieurs initiatives durables ont d'ailleurs été menées, telles que le renforcement du potentiel d'augmenta-

tion de la biodiversité pour les abeilles, les insectes et les oiseaux. De nouveaux systèmes d'eau ont été créés pour prendre soin des eaux de surface et améliorer le microclimat, tandis que des environnements extérieurs ont été conçus pour renforcer la place de la végétation.

Les initiatives de durabilité concernent tout, des choix de matériaux à la conception de pistes cyclables. Pour rendre les nouveaux bâtiments aussi économes en énergie que possible, *Akademiska Hus* utilise des systèmes de chauffage et de refroidissement géothermiques, et a installé des panneaux solaires et des toits végétaux (dont certains accueillent des terrasses). Les bâtiments universitaires deviennent ainsi partie intégrante de l'environnement du parc. En outre, la recherche a démontré que la verdure et les loisirs offrent de meilleures conditions d'études.

Le projet a été réalisé avec la plate-forme cloud *BIM 360*, le but étant de ne produire aucun documents papier, et de contrôler l'ensemble des données aux différentes étapes.

Visite grandeur... nature

En ce printemps 2022, les cerisiers japonais sont en fleurs ; ils ont été replantés sur le campus en 2021, après avoir dû laisser la place, dans le quartier Sud de Stockholm, à la construction de la nouvelle station de métro de *Södermalm*. Et pour rester sur les transports, tandis que les campus existants de *Frescati* et *KTH* sont tous deux desservis par une station de métro, le nouveau campus bénéficie d'un arrêt de bus et d'une nouvelle piste cyclable.

Anna, architecte chez *Akademiska Hus*, nous explique que le projet repose sur 3 principes :

- un ancrage reposant sur la Nature (choix des biotopes), avec un maximum d'espaces verts liés, notamment le parc national urbain de la *Ville de Stockholm* et certains de ses



hauts-lieux : forêt Lill-Jansskogen, parc Bellevue et lac récréatif Brunnsviken. Les 4 maisons contiguës créées pour accueillir les locaux sont éclairées naturellement par le toit. Les gradins du hall intérieur symbolisent la colline rejoignant le ciel ;

- la Vie : sur le campus Albano, elle est présente même après les heures de bureau, via des services (dont des commerces), du logement académique et des activités en faveur de la créativité ;
- les Etudes supérieures, en référence au rôle du Savoir dans le développement, avec l'objectif d'inscrire la ville de Stockholm sur la carte des villes étudiantes internationales. Les bâtiments de faible hauteur sont mitoyens, avec un déambulatoire intérieur commun et un atrium permettant la socialisation. Ce parcours social offre des synergies entre étudiants et chercheurs. De nouvelles formes d'enseignement se déve-

loppent constamment, et les institutions évoluent. Par conséquent, l'architecte a mis l'accent sur la flexibilité et les communs à Albano.

Prix 2016 « Ami des étudiants de Stockholm »

En plus de sa certification environnementale, le projet a été récompensé par les étudiants eux-mêmes. Ainsi, SSCO, le principal syndicat étudiant de la capitale suédoise, a décerné en avril 2016 son prix annuel « Ami des étudiants de Stockholm » pour le projet Albano, et tout spécialement à la société Svenska Bostäder pour son projet de 1 000 logements académiques pour étudiants et chercheurs sur le futur campus, lancé en novembre 2015. Le syndicat estime que le projet contribue à améliorer la situation sociale des étudiants de Stockholm, et à accroître l'attractivité de la région de Stockholm.

Le projet campus Albano

Propriétaire foncier : Ville de Stockholm

Locataires : Université de Stockholm et KTH

Promoteurs : Akademiska Hus (propriétaire installations universitaires), Svenska Bostäder (logements pour étudiants)

Architectes : BSK Arkitekter, Cedervall Arkitekter, Arkitema et Christensen & Co (installations universitaires), Tyréns, Brunnberg & Forshed, Tovatt Architects and Planners et Joliark (logements pour étudiants), Nivå Landskapsarkitektur (environnements et aménagements extérieurs)
Maître d'œuvre : Skanska, désigné par Akademiska Hus, pour les bâtiments universitaires (maisons) à partir de l'automne 2018.

Chronologie

Première pierre : novembre 2015

Occupation initiale : 2021

Inauguration officielle : prévue en 2023

Performances environnementale et énergétique

Citylab certification 2019 (the Swedish Green Building Council)

Consommation d'énergie attendue : 28 KWh/m²/an

Une étude préalable a été menée pour analyser les heures d'ensoleillement et les ombres, jour après jour, du 1^{er} janvier au 31 décembre.

Financement

Emprunt effectué auprès de la Banque Européenne d'Investissement (BEI) par Akademiska Hus. ■



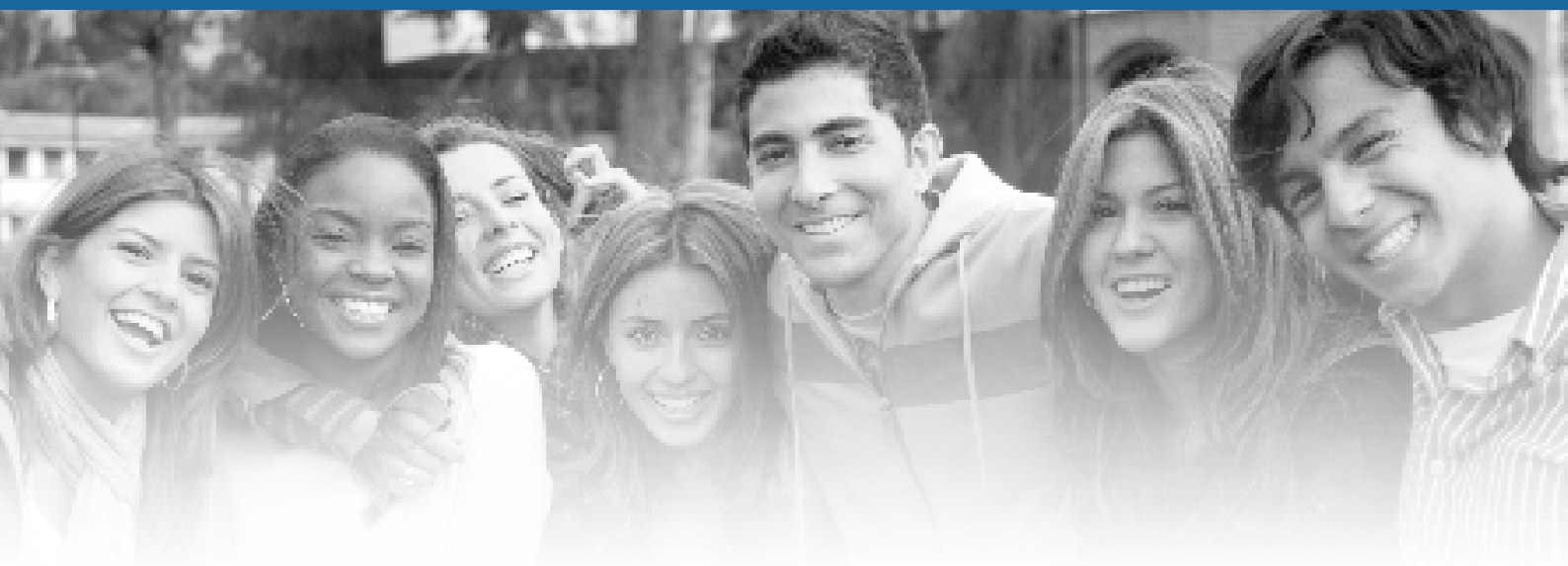
contact :

Christine VERSTRAETE,
 Urbaniste, Chargée de mission
christine@verstraete.org





Association interprofessionnelle des
Résidences Étudiants et Services



L'Association Interprofessionnelle des Résidences Étudiants et Services (AIRES) est l'association professionnelle des opérateurs et gestionnaires de Résidences services pour étudiants. L'AIRES est née en 1994 et regroupe les principaux acteurs de la profession. Elle réunit les promoteurs, constructeurs, gestionnaires et exploitants de résidences étudiants avec services, informe les pouvoirs publics nationaux et locaux ainsi que tous les milieux socio-économiques sur l'ensemble des aspects professionnels, sociaux et économiques de cette activité. L'originalité de ce secteur repose sur des offres d'habitat en secteur conventionné et/ou d'un habitat en secteur libre, gérées par des associations à but non lucratif ou des sociétés commerciales.

www.aires.fr

Contact : Philippe CAMPINCHI 0684606274 contact@aires.fr



■ Adresse : 19 rue Leconte de Lisle 75016 Paris ■ E-mail : redaction@universites-territoires.fr ■ ISSN : ISSN 2263-8431 ■

Infos légales : SARL Edition de revue et périodiques (5814Z) au capital de 1000 Euros immatriculée au RCS de Paris sous le numéro SIRET 843 009 267 00017 ■ Directeur de la publication : Philippe Campinchi contact@aires.fr 0674606274 ■ Directeur de

la rédaction : Nicolas Delesque contact@aires.fr 0678391349 ■ Création graphique : Babette Stocker / Crouitch Conception ■ Tarifs d'abonnements : Individuel : 100 euros HT Institutionnel : 500 euros HT ■ Parties prenantes : Convention particulière ■ Comité éditorial : Nicolas Delesque, Philippe Campinchi, François Perrin, Jérôme Sturla (Afev), Pierre Yves Ollivier, Zoé Chalouin (Fnau), François Rio (Avuf), Orane Maquin (ESN) et Justine Crabouillet (SMERRA) ■ Crédits photos et iconographies : © Conférence des présidents d'université - Université Bretagne Sud, Partenaires, DR, Adobe Stock